NEWS
ICSW
International Council on Social Welfare
Juillet 2021

Travailler ensemble pour un meilleur ICSW

Professeur Antonio López Peláez, directeur général du CIAS et professeur de travail social et des services sociaux à l'Université nationale d'enseignement à distance (UNED) (Espagne)

Chers collègues membres du CIAS, amis et lecteurs intéressés,

En ce début d'été 2021, fatigués par la pandémie de COVID-19, nous sommes impatient·e·s de revenir à la normal, à ce que les choses étaient autrefois, à notre vie. Pourtant, comme dans toutes les grandes catastrophes, ce qui est à venir n'est pas ce qui était autrefois. Nous ne sommes pas non plus les mêmes qu'il y a trois ans. Pour moi, cette pandémie a marqué le véritable début du 21e siècle. Oui, nous continuons à nous enfoncer, poussés par l'inertie du passé, c'est vrai : nos sociétés continuent d'être capitalistes : la logique du profit, les intérêts commerciaux, l'échange sont un langage commun à toute la planète, comme le souligne Branco Milanovic dans son livre « Capitalisme, seul » (2019). Nous continuons à être immergés dans un processus de numérisation accéléré, de mondialisation accélérée, avec un virus qui circule parmi nous. Ce n'est pas le premier virus, et ce ne sera pas le dernier. Mais ce qui a changé, ce qui apparaît comme une nouveauté en cette troisième décennie du XXIe siècle, c'est précisément la priorité du "*care*".

De la prise en charge de la nature à ce que l'on appelle l'accompagnement compassionnel des malades en phase terminale, les politiques de *care* progressent dans une société qui redécouvre la collaboration comme stratégie de survie, et le *care* comme modèle relationnel entre sujets de droits, entre concitoyens. Dans la perspective du *care*, au sens du philosophe espagnol Ortega y Gasset, nous découvrons une réalité extérieure qui résiste à nos désirs, une réalité qui a sa propre dignité et dont la trajectoire doit être articulée en accord avec la nôtre, à travers des processus de coopération, de collaboration et de co-conception. Les dilemmes d'exclusion (la nature contre nous, notre intérêt contre celui des autres) ne nous aident pas à résoudre les problèmes communs. Le déni de l'autre n'est pas une stratégie tenable, car nous sommes les autres.

À cet égard, le *care* - en tant que nouvelle approche ou paradigme, en tant que nouveau point de départ - coexiste avec des tendances du 20e siècle : un mouvement d'affirmation de soi et de déni de l'autre, l'exaltation de communautés fermées sur elles-mêmes, une défense des bulles collectives dans lesquelles nous vivons, et qui trouvent leur force dans les réseaux sociaux. Un défi décisif pour le XXIe siècle consiste à choisir

laquelle des deux options doit être prioritaire, presque en termes ontologiques : les dynamiques d'exclusion et d'identité seront-elles prioritaires (où la tendance est de nier la légitimité de l'autre), ou redéfinirons-nous nos relations et nos administrations en faisant du *care* une priorité ?

Le soin a toujours existé. Nous ne sommes pas ce que nous sommes parce que nous faisons (au sens marxiste) ou parce que nous vivons dans la ville (au sens aristotélicien). Si nous examinons nos trajectoires de vie depuis la naissance, la réalité est toute autre. Nous sommes ce que nous sommes parce que nous avons été soignés, parce que nous nous soucions de l'autre et parce que nous serons soignés. Les professionnels de la protection sociale et des soins (de la santé aux travailleurs sociaux) constituent un bon point de référence pour articuler un discours sur les soins en tant qu'élément fondamental de l'identité humaine. Le soin implique la dissension et la compétition, mais aussi la solidarité et l'altruisme. Et nous pouvons également affronter, pourquoi ne pas le dire, les conflits qui empoisonnent nos vies personnelles et notre coexistence avec ceux qui, étant égaux, nous aiment parfois mal, n'aiment qu'eux-mêmes, et nous considèrent comme des réserves permanentes à mettre en ordre et disponibles à la demande pour leurs propres intérêts ou bénéfices (au sens du *Bestand* de Heidegger).

Dans les services sociaux, comme dans la santé ou l'éducation, les politiques de soins nécessitent de développer une éthique de soins centrée sur les parcours de vie des citoyens. Nous ne pouvons pas nous limiter à distribuer des prestations, ou à traiter des formulaires sur nos usagers demandés par d'autres administrations. Les services sociaux du 21ème siècle doivent être basés sur la co-conception, la co-participation, l'implication et la coopération. En effet, les soins requièrent une vision holistique qui va au-delà de la simple fourniture de services en temps voulu pour prendre en compte les trajectoires des personnes, des groupes et des communautés. En bref, le *care* nous amène à cette réalité extérieure, qu'il s'agisse de la nature ou de nos concitoyens. Il s'agit d'une réalité avec une identité propre que nous ne devons pas ignorer, et qui implique de définir, d'évaluer et de résoudre les problèmes qui affectent tout le monde.

Le *Care* met l'accent sur la valeur de la coopération et de la dignité ; une manière de penser essentielle pour faire face aux dissensions et aux conflits sans nous laisser emporter par le déni de l'autre. Si nous devons choisir une perspective, un regard, un point de vue, les politiques de *care* nous proposent une manière plus réaliste et plus efficace de concilier nos vies personnelles avec la société super-diversifiée dans laquelle nous vivons. Le présent et l'avenir de nos sociétés et la configuration spécifique de notre système de protection sociale dépendront du choix que nous ferons sur cette question (donner la priorité aux soins et aux citoyens ou, au contraire, privilégier notre propre approche et délégitimer le reste). Il est important que nous redéfinissions dès maintenant nos services sociaux pour prendre soin de nous. Espérons que nos concitoyens prendront soin de nous à l'avenir avec des services sociaux adaptés au 21e siècle.

Les politiques de soins sont une partie essentielle de l'identité du CIAS. Depuis 1928, nous travaillons au renforcement de la protection sociale dans les pays du monde entier et nous nous efforçons d'inscrire les priorités en matière de protection sociale à l'ordre du jour des pouvoirs publics aux niveaux local, régional et mondial. En ce sens, le bien-être social et les soins englobent à la fois les politiques de soins, en tant

qu'orientation globale de nos sociétés, et les politiques de soins, qui sont les mesures spécifiques concernant la fourniture de soins. Selon moi, le rôle que doit jouer le CIAS est clair : contribuer au bien-être social et à l'inclusion de nos concitoyens.

Dans cette dynamique de soins, il est important que tous les membres et toutes les régions du CIAS travaillent en équipe. Pour cette raison, je tiens à remercier nos collègues de la région MENA, qui nous ont envoyé différents articles où ils partagent leurs projets et leurs aspirations. Mes remerciements les plus sincères vont à vous toutes et tous pour avoir rendu possible ce projet de coopération et un meilleur CIAS pour le 21ème siècle.

Prenez soin de vous et restez en bonne santé !

Les quatre leçons de la pandémie covid19

Driss Guerraoui
Conseil Internationale d'Action Sociale
Président de la Région MENA

La crise de 2020, générée par la pandémie covid19, est unique par sa nature, son ampleur, sa durée, son étendue géographique, ses formes de manifestation, sa complexité et ses impacts sur le plan humain, social, économique, financier, culturel, écologique, psychologique et existentiel.

Elle nous a permis, au niveau individuel et collectif, comme à l'échelle des territoires, des Nations et des continents, de prendre conscience de la fragilité et de la vulnérabilité du Monde. Elle nous a montré, également, que si nous voulons durer nous devons changer radicalement nos rapports au vivant, à la nature, au temps et à la technique. Elle nous a sensibilisés, aussi, sur la nécessité de penser autrement les incertitudes, les aléas et la survenance imprévisible et à répétition, des catastrophes naturelles, des phénomènes extrêmes et des pandémies, et à intégrer dans les politiques publiques la gestion des situations d'urgence.

De ces constants objectifs est née de la conviction généralisée qu'on doit, à l'échelle de chaque pays et au niveau mondial, changer nos modèles de développement en changeant nos modes de productions, nos façons de consommer, d'échanger et de coopérer. Pour ce faire, on doit changer nos priorités, ainsi que les rapports entre l'économie, l'écologie, le social et le culturel à partir d'un socle commun de valeur intégrant le coût de la vie humaine (citoyenneté, responsabilité, solidarité, partage, dignité, durabilité, soutenabilité et créativité).

Or ces changements, devenus indispensables, voire incontournables, ne peuvent s'opérer si on continue à les penser à partir de grilles d'analyse, de prismes et de solutions puisées dans les systèmes économiques, sociaux, politiques et culturels actuels.

Nous sommes, donc, appelés à penser le nouveau monde en s'appuyant sur de nouveaux paradigmes. C'est donc à une véritable révolution politique, culturelle et mentale à laquelle on doit se préparer et préparer nos sociétés.

Aussi, les Etats-Nations, les Institutions internationales et régionales, les citoyens, les entreprises, et les acteurs des territoires doivent en être tous les acteurs, tout en demeurant en veille permanente, vigilants, mobilisés et déterminés pour réussir cette révolution indispensable pour construire le monde de l'après crise de 2020.

Pour ce faire, cette révolution doit, nécessairement être portée par une nouvelle génération de gouvernants et de gouvernance, à l'échelle à la fois local, national et international, plus responsable et solidaire, capable de contribuer à la réalisation des agendas mondiaux de développement humain, de climat, de migrations, de lutte contre le crime organisé, le terrorisme et le radicalisme sous toutes ses formes.

A tous ces niveaux, jamais une crise n'a montré autant combien la généralisation du socle de protection sociale universelle, qui figure dans l'Agenda de l'Organisation Internationale du Travail depuis le Rapport Bachelet de 2012, celle de la couverture médicale de base qui en est une des composantes essentielle, et la mise en place d'un revenu universel de base pour tous, n'ont été aussi vitaux pour combattre les détresses humaines, les fractures sociales, la pauvreté extrême, et les vulnérabilités criantes qui touchent, de par le Monde, de larges pans des laissés pour comptes de la société, et qu'on a observé durant cette crise.

Par ailleurs, sur le plan de l'analyse comparative des stratégies nationales de lutte contre pandémie covi19, il y a lieu de constater que les pays qui ont réussi à gérer cette crise de façon appropriée sont ceux qui se distinguent par l'existence de quatre caractéristiques :

- Un Etat-National fort, porté par un leader jouissant d'une légitimité politique populaire. Cette réalité institutionnelle a produit la confiance et le consensus indispensables, d'un côté, à l'adhésion spontanée, volontaire, responsable, organisée et maitrisée de tous les acteurs et forces vives de ces pays à la stratégie publique arrêtée, et d'autre part, à la mobilisation de l'intelligence collective et du génie nationale pour produire localement les dispositifs médicaux qu'exige la lutte contre la pandémie;

- L'existence dans la société d'une conscience civique qui a induit des comportements citoyens chez toutes les composantes de la collectivité nationale, ayant permis aux citoyens d'interagir avec la vision publique de la gestion de la crise, conciliant ainsi entre liberté et responsabilité ;

- Une dynamique sociétale, qui a rendu possible le développement d'une complémentarité fonctionnelle entre l'Etat, les territoires, les entreprises, et les acteurs de la société civile. Cette dynamique a revivifié dans la société les valeurs de solidarité et d'entraide à l'échelle à la fois centrale et territoriale ;

- Et enfin, un système national de recherche scientifique et d'innovation dans le domaine médical et hospitalier et des industries de productions des médicaments et des dispositifs médicaux. L'existence de ce système et de ces industries a rendu possible une veille stratégique et des comportements d'anticipation chez les décideurs, les entreprises, et gestionnaires directes de la politique publique de lutte contre la pandémie, comme elle a contribué à valoriser de façon optimale toutes les possibilités

offertes par l'économie numérique et la gouvernance digitale de la crise.

Sur un autre plan, cette crise permet de tirer au moins quatre enseignements en matière de stratégies de gouvernance future des grands problèmes structuraux du développement.

En effet, l'analyse et l'évaluation objective de la crise de 2020 a révélé qu'elle est une véritable crise du système économique, sociale, et politique et non une crise dans le système. Par conséquent, ce ne sont pas des réformes classiques de relance qu'elle exige pour son dépassement, mais bel et bien des inflexions substantielles et des ruptures fondamentales qu'il faut opérer au cœur de ce système.

Ces inflexions et ses ruptures doivent s'articuler autour de quatre axes essentiels :

1- **Changer radicalement de paradigme de développement**

En effet, le premier enseignement de la crise de 2020 interpelle les modèles nationaux de développement eux-mêmes. A ce niveau, la crise a montré de la façon la plus claire que les modèles en cours de par le monde ont atteint leurs limites et qu'ils sont en train de nous conduire à une impasse et à un monde incertain. Par conséquent, tous les Etats, toutes les sociétés et toutes les économies sont appelés, d'un côté, à changer radicalement leurs modes de production, de consommation, de répartition, d'échange et de coopération, et d'un autre côté, à redéfinir leurs priorités à partir des besoins essentiels de leurs populations, de leurs entreprises et de leurs territoires.

Cette refonte et cette nouvelle priorisation sont nécessairement appelées à s'opérer dans le cadre de politiques publiques fondées sur le renforcement des capacités endogènes de développement, le tout centré sur la satisfaction des besoins essentiels des citoyens , des entreprises et des territoires et porté par la valorisation du génie national et local, de l'intelligence et de la veille de toutes les composantes de la société.

2- **L'indispensable refonte de la gouvernance mondiale des crises**

Le deuxième enseignement est au cœur de l'anarchie, le désordre voir le chaos que connait la gouvernance mondiale des crises. Cette gouvernance n'est ni responsable, ni solidaire, ni partagés, ni productrice d'actions coordonnées, harmonieuses et convergentes des stratégies de lutte contre les pandémies, les catastrophes naturelles et les conflits. Si une telle situation perdure, elle aura un impact certain sur la sécurité humaine dans ensemble.

Dans ce contexte, force est de constater que, lors de cette pandémie covid19, les principales puissances mondiales, hormis quelques rares exceptions dont l'intention géopolitique n'échappe à personne, ont raté leur rendez-vous avec l'Histoire. Elles se sont englouties dans une gestion égoïste locale stricto sensu de la pandémie, laissant des continents et des populations entières dans des situations sociales, sanitaires et matérielles infrahumaines et inhumaines.

Face à cette réalité, le système mondial a besoin d'une refonte radicale du Conseil de sécurité et de toutes les organisations internationales et régionales de la famille des Nations Unies. Cette perspective est dictée par deux faits nouveaux majeurs. D'abord, la nature multipolaire des

réalités du monde du XXI ème siècle, où nous assistons, d'un côté, à un vrai déclin des anciennes puissances occidentales , mais qui continuent à avoir la part du lion dans le Conseil de Sécurité des Nations Unies et dans les autres organisation internationales et régionales spécialisées, et d'un autre côté, à l'émergence de nouvelles puissances économiques, technologiques et militaires qui pèsent grandement sur le cours des principaux événements mondiaux ainsi que sur le jeux complexe des relations internationales.

Elle est dictée, ensuite, par ce qui attend la communauté internationale en matière de gestion des nouvelles générations de guerre, de pandémies et de catastrophes humaines et naturelles, en sus des défis économiques, sociaux, environnementaux et sécuritaires que connait dores et déjà le système mondial.

Ces défis, ses enjeux, et ces insécurités montrent et démontrent qu'aujourd'hui plus que jamais les Peuples et leurs Etats ont un besoin urgent d'une nouvelle et véritable gouvernance mondiale. Celle-ci doit, cependant, être basée sur une gestion multilatérale effective et permanente des crises, et être portée par un pilotage institutionnel unifié et efficace, assurant la coordination permanente de toutes les questions internationales, objet des différents mandats et Agendas des Nations Unies. La réalisation de la sécurité, la paix, la stabilité, du progrès humain, de la durabilité et la soutenabilité du développement en dépendent grandement. C'est à ce prix que la sécurité humaine globale sera préservée et c'est à travers cette gouvernance nouvelle que les intérêts des générations futures pourront réellement garantis.

3- **Réhabiliter et valoriser la place des sciences, de la connaissance et de la culture dans la société**

Le troisième enseignement réside dans le fait que cette crise a eu, également, un impact d'ordre sociétal, voire existentiel. En effet, la crise de 2020 a révélé et réveillé auprès des citoyens du Monde la vulnérabilité de la condition humaine et les limites de l'existence. Dès lors, des millions de personnes, et pas obligatoirement ceux parmi la catégorie des lettrés, ont commencé à s'interroger sur le sens de leur existence, et à penser leurs conditions de (sur)vie, en interpellant l'incapacité objective de l'Homme et des système politiques, économiques et sociaux en place à vaincre les incertitudes, les aléas, les catastrophes naturelles, les pandémies et les nouveaux risques postindustriels impulsés par l'émergence de guerres d'un genre nouveau qui se profilent à l'horizon. Ce faisant, ce ne sont plus et uniquement les élites, mais les peuples de par le Monde qui commencent à se poser la grande question, qui a toujours taraudée l'imaginaire des individus, des communautés et des Nations , depuis l'antiquité, à savoir : dans quel monde nous voulons et nous pouvons vivre demain ? Et quels projets de sociétés on doit rebâtir pour l'avenir?

Cette nouvelle donne a impulsé, à une vitesse insoupçonnée et en temps réel, un mouvement mondial visant à penser autrement le destin commun de l'humanité. Mais, ce qui est spécifique à cette démarche c'est qu'elle a générée le besoin pressant d'une relecture de la relation entre le savoir, la science, la philosophie et les croyances, d'un côté, et ente le droit, le champ politique et le champ religieux, de l'autre. Ce qui met les sociétés humaines dans une phase de transition inédite au niveau de la pensée, les transportant d'un « confinement » les enfermant dans une

aspiration à un retour aux sources des croyances et aux fondamentalismes sous toutes ses formes, à une ère fondée sur l'impératif renouveau des sciences et l'appel aux lumières de la philosophie. Les esprits éclairés et les élites dirigeantes doivent prendre appui sur cette mutation émergente pour libérer les énergies créatrices de leurs sociétés, et ce en vue d'inscrire cette dynamique dans le cadre d'une révolution culturelle appelée à accompagner les nouveaux modèles de développement à bâtir. C'est pour raison qu'il est de la plus grande importance de réhabiliter et de valoriser la place des sciences, de la connaissance et de la culture dans nos sociétés.

4- **Préserver la vie et la valeur de l'Homme par l'écologie**

Le quatrième enseignement, enfin, porte sur le lien de cause à effet avérés entre la nature du modèle économique et social hérité du XX ème siècle, les dérèglements climatiques et l'émergence de nouvelles pandémies. En effet, le modèle économique et social qui prévaut, de par le monde depuis le XX ème siècle, parce centré sur la priorité accordée au productivisme et au consumérisme, a conduit à une surexploitation effrénée des ressources agricoles, halieutiques, forestières, hydriques, et minières à une échelle planétaire, entrainant des irréversibilités dans l'équilibre Homme-Nature. Ce déséquilibre se creuse d'année en année à cause de choix énergétiques et technologiques destructeurs de la nature en particulier et du vivant en général.

Par ailleurs, cette surexploitation est aggravée i) par une démographique galopante, ii) la poursuite sans limites de la compétition économique entre les anciennes puissances et celles émergentes, se disputant le leadership commercial, technologique et militaire mondial, iii) et une gouvernance nationale et mondiale des questions de développement, hormis quelques rares exceptions de pays et de communautés, demeurant très peu et/ou pas soucieuse de l'équilibre indispensable à réaliser et à maintenir entre la terre et les Hommes, par et pour la sauvegarde de la biodiversité des écosystème naturels, et la préservation du patrimoine végétal et animal mondial.

Il n'y a aucun doute, et de nombreuses études sérieuses indépendantes le prouvent, c'est la rupture de ces équilibres qui est à la base du développement des nouvelles générations d'insécurités alimentaire, hydrique, énergétique, et de leurs conséquences sur l'évolution épidémiologique dans le monde, ainsi que sur l'accélération des catastrophes naturelles, des phénomènes extrêmes et des migrations climatiques. Les sècheresses et les inondations à répétition, la déforestation, la désertification, l'érosion des terres, la fonte des glaciers, la disparition d'espèces vivantes animales et végétales, la déstabilisation de la vie dans les fonds marins et l'émergence de nouvelles maladies ne sont que les manifestations visibles de cette logique qui laissent derrière elle la détresse, la désolation, et la misère humaines.

Cette logique autodestructrice est en train de nous conduire à un monde incertain, où le développement d'irréversibilités écosystémiques, écologiques, technologiques et sociales est très préjudiciable à moyen et long termes pour la sécurité humaine future. Elle doit interpeller les Etats, les territoires, les entreprises, et les citoyens du monde sur l'urgence impérieuse soit de changer, soit de régresser au risque de périr.

La pandémie covid19 est-elle l'ultime sonnette d'alarme avant qu'il ne soit trop tard pour la sécurité globale de toute la communauté internationale?

La réponse du Maroc à l'impact social de la pandémie COVID19

Driss Guerraoui et Bachir Tamer, Conseil International d'Action Sociale Région MENA

A l'image du reste du Monde, la crise générée par la pandémie de la covid 19 a eu des impacts sur le plan des conditions sociales de pans entiers de la population du Maroc.

En effet, selon les sources du Haut-Commissariat au Plan, organisme marocain indépendant en charge de la statistique, depuis la décision de l'état d'urgence sanitaire décrété le 20 mars 2020, le taux de pauvreté a augmenté de 7 points passant de 1,7% à 11,7% pendant le confinement, et le taux de vulnérabilité a plus que doublé, passant de 7,3% avant le confinement à 16,7% pendant le confinement. Par milieu de résidence, ce taux a passé de 4,5% à 14,6% en milieu urbain et de 11,9 % à 20,2% en milieu rural. De ce fait, la pandémie a conduit à l'aggravation des inégalités sociales, territoriales, et de genre et de sexe, faisant passé l 'indice de Gini à 44,4%, contre 38,5% avant la crise de la covid19.

Mais la crise sanitaire, aggravée par une année agricole marquée par la sécheresse, a, également, conduit à une détérioration sévère de la situation du marché national du travail. Les traits les plus marquants à ce niveau sont la destruction des postes d'emploi, la chute du volume horaire du travail, et la hausse du chômage, du sous-emploi et de l'inactivité.

C'est ainsi que, selon la même source, l'économie nationale a perdu en 2020 environ 432.000 postes d'emploi, le taux d'emploi est passé de 41,6% à 39,4%, le nombre d'heures travaillées par semaine a été réduit de 20% de 494 millions heures à 394 millions heures, et le nombre de chômeurs a augmenté pour s'établir à 1.429.000 personnes, faisant passer le taux de chômage de 9,2% à 11,9%, au niveau national, de 12,9% à 15,8% en milieu urbain et de 3,7% à 5,9% en milieu rural.

Par ailleurs, la population active occupée en situation de sous-emploi a atteint 1.127.000 personnes en 2020 contre 1.001.000 en 2019, conduit à une élévation du taux de sous-emploi de 9,2% à 10,7%, au niveau national, de 8,3% à 10,1% en milieu urbain et de 10,4% à 11,6% en milieu rural.

Sur un autre plan, l'état d'urgence sanitaire a entrainé la fermeture de tous les établissements d'enseignement qui concerne 8,9 millions d'enfants et de jeunes. Face à cette situation, pour assurer la continuité de du service public d'enseignement, le pouvoirs publics ont mis en place une plateforme digitalisée de cours en ligne, tout en mettant à contribution à cette fin les chaines de télévision et de radio publiques.

Enfin, tout cet effort public solidaire a eu impact sur les grands équilibres macroéconomiques et financiers du pays. En effet, selon Javier Diaz Casso, expert auprès de la Banque Mondiale, si le ratio de la dette par rapport au PIB est passé de 64,9 % en 2019 à 77,8 % en 2020 pour une moyenne mondiale de 61,7 %, le déficit budgétaire

quant à lui est passé de 3,6% du PIB à 7,7% durant la même période.

Face à cette situation très difficile, et de l'avis des observateurs objectifs et crédibles nationaux et étrangers, la réponse marocaine à la crise sanitaire, portée et conduite par le Roi Mohammed VI, est exemplaire en comparaison avec les stratégies adoptées par les Gouvernements des pays de la région MENA et ceux à l'échelle internationale. Cette réponse comprend trois axes essentiels:

- Un traitement d'urgence pour limiter les effets de la crise sanitaire sur les ménages, les entreprises et les territoires les plus durement touchés;

- Une politique publique de court et moyen terme fondée sur la généralisation de la protection sociale à toute la population;

- Et le lancement des bases d'une stratégie de long terme visant la réalisation de la souveraineté sanitaire.

1- **Un traitement d'urgence** des effets sociaux de la pandémie :

Il s'agit de mesures portées par des aides publiques en direction des familles pauvres et vulnérables en milieu rural et urbain, des travailleurs des secteurs formel et informel et les entreprises, touchées lourdement par cette crise, notamment les PME et les TPE.

L'aide directe aux ménages a concerné 5,5 Millions de ménages, dont 45 % de ruraux pour une enveloppe de 11 Millions de dirhams. Il s'agit d'allocations octroyées aux ménages bénéficiant ou non du régime d'assistance médicale aux personnes pauvre et les ménages du secteur informel. Les montants de l'aide est de 800 pour les familles composées de 2 personnes, 1000 DH pour les ménages de 3 à 4 personnes et 1200 DH pour les ménages de 4 personnes et plus. De même, les ménages pauvres et vulnérable ont bénéficié d'un report des échéances des crédits bancaires immobiliers et à la consommation.

Concernant **l'appui aux entreprises**, dont l'activité a connu une baisse ou un arrêt, il a comporté l'octroi d'une indemnité forfaitaire mensuelle, dont le total est à 7 Millions de dirhams, un allègement des charges, un soutien à la trésorerie, et des facilitations pour les prestations digitalisées.

Pour financer ces mesures, et sur une initiative du Roi Mohammed VI, un Fonds spécial Covid 19, doté de 10 milliards de dirhams, a été créé. Ce fonds, qui a atteint l'équivalent de 3% du PIB national, a connu une forte mobilisation nationale solidaire.

Par ailleurs, pour la mise en œuvre de l'ensemble de ces aides aux ménages et de ces appuis aux entreprises, un Comité de Veille Economique (CVE) a été institué. Présidé par le Ministre de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, il comprend des représentants des secteurs public et privé.

Parallèlement à ces mesures, la stratégie nationale a consisté, également, à renforcer les infrastructures sanitaires du pays. Aussi, le nombre de lits de soins intensifs a été porté à plus de 3 000 contre 1 642 auparavant. De même, plusieurs centres de dépistage ont été déployés et étendu aux centres hospitaliers universitaires et aux établissements de soins de santé

Mieux encore, pour renforcer encore davantage ces infrastructures et en vue d'assurer une

couverture sanitaire de l'ensemble du territoire national, le Roi Mohammed VI, Cher suprême des forces armées, **a** ordonné le déploiement de ressources médicales militaires. Cette décision s'est traduite par la construction de nouvelles structures hospitalières militaires, particulièrement dans les zones marginalisées, fragiles, excentriques et difficiles d'accès pour les populations.

2- Une politique publique de court et moyen termes visant la généralisation de la protection sociale

Les détresses humaines, et les nouvelles formes de fragilités, de pauvreté et de vulnérabilité générées par la pandémie covid 19 ont constitué un véritable électrochoc pour les Etats, les citoyens, les entreprises et les territoires de par le monde. Au Maroc, cet état de fait a constituer un réel accélérateur du grand chantier national de généralisation de tout l'écosystème de la protection sociale.

Placée au niveau le plus élevé de l'Etat, la décision de la généralisation a été annoncée par le Roi Mohammed VI lors de son discours d'ouverture le 9 octobre 2020 à l'occasion de la 1 ère session du Parlement.

Ce projet comprend **i)** l'extension à la fin 2022 de l'assurance maladie obligatoire à 22 millions de personnes au bénéfice des commerçants, des artisans, des agriculteurs, des professions libérales, et des indépendants, **ii)** la généralisation du régime des allocations familiales au profit de 7 millions d'enfants en âge de scolarité, **iii)** l'élargissement du bénéfice de la retraite au profit de près de 5 millions de personnes, et **iv)** la généralisation du régime de l'indemnité pour perte d'emploi pour les salariés actifs.

Il s'agit d'une ambition nationale d'envergure, qui pose un réel défi que le Maroc aura à relever, notamment en matière de gouvernance de la généralisation dans les délais arrêtés à la fin de l'année 2022, et en termes de soutenabilité financière de l'ensemble des régimes de sécurité sociale dans leurs composantes à la fois contributive et solidaire.

3- Une stratégie de long terme visant la réalisation de la souveraineté sanitaire

Parallèlement à ces grands chantiers sociaux structurants, le Maroc a fait, également, du lancement des bases de la construction endogène d'un écosystème national de production des vaccins, des médicaments et des dispositifs médicaux un objectif stratégique, et ce en vue de la réalisation de sa souveraineté sanitaire.

Dans ce cadre, trois accords ont été signés le 5 juillet 2021, sous la présidence effective du Chef de l'Etat entre les représentant de l'Etat marocain, le Groupe pharmaceutique chinois Sinopharm, la société Suédoise Recipharm, la société marocaine Sotherma et le consortium des banques marocaines. Ces partenariats public-privé, qui mibilisent près de 500 millions de dollars, ont pour objectif de permettre la production au Maroc, à la fin du mois de décembre 2021, environ près de 5 millions de doses de vaccins anti covid 19.

Fait important à signaler à ce niveau, par ce projet, le Maroc entend de s'ériger à moyen et long terme en plateforme régionale et internationale de production des vaccins au profit non seulement de sa population, mais du continent Africain et d'autres régions du Monde. Ce qui implique le développement d'un écosystème national de recherche et d'innovation en matière de biotechnologies et de logistique des médicaments.

En attendant, le Maroc a mené une politique de vaccination par Sinopharm et AstraZeneka qui lui a permis de vacciner plus de 10 millions de personnes sur une population totale de 36 millions d'habitants, l'objectif étant d'atteindre un taux de vaccination de l'ordre de 80 % à la fin de décembre 2021. Les chiffres montrent qu'en juillet 2021, le pays a comptabilisé 534 797 de cas confirmés et 9329 de décès déclarés. A titre de comparaison, un pays de la région MENA, la Tunisie avec 11 millions d'habitants a connu 443 631 de cas confirmés et 15 377 de décès déclarés.

Malgré les efforts publics solidaires et la pertinence de toute la stratégie nationale de lutte contre les impacts sociaux de la pandémie covid19, force est de constater que de nombreuses catégories précaires, vulnérables et exclues de la société n'ont pas pu bénéficier des aides publiques arrêtées par cette stratégie. Il s'agit de toutes les personnes qui ne répondent pas aux critères retenus par les autorités publiques. Parmi ces catégories les petits artisans, les jeunes chômeurs non scolarisés, sans formation et sans emploi, les étudiants, les paysans pauvres sans terres et sans droits, les femmes chefs de ménages, les femmes célibataires et les filles victimes de violence, les personnes âgées en situation de pauvreté, les personnes handicapées sans ressources, les enfants de rue abandonnés, les migrants et les demandeurs d'asile.

Ces réalités montrent que nos pays ont besoin de repenser l'ensemble de leues publiques en matière d'action sociale et de solidarité pour pouvoir dans une trajectoire de lutte efficace et pérenne contre les pandémies futures que connaitront nos sociétés.

Cette trajectoire doit être fondée sur des inflexions majeures et des ruptures fondamentales. Celles-ci devraient être baser sur **i)** Un changement radicale de nos modèles de développement social porté par deux valeurs essentielles : la dignité et la valeur de l'Homme, **ii)** la généralisation du socle de protection sociale, **iii)** l'instauration d'un revenu de base pour tous, **iv)** la transformation des inégalités actuelles en inégalités productives, **v)** Repenser le financement et la gouvernance de la solidarité social, **vi)** et opérer une véritable révolution dans le modèle actuel de dialogue social (Cf. Newsletter du CIAS, 2020).

La Pandémie de Coronavirus et les Politiques de Protection Sociale L'expérience égyptienne

Dr. Salah Hashem, Président du Forum Stratégique pour les Etudes de la Politique Publique et de Développement

L'humanité a été confronté, au cours de l'année dernière, à un défi qui menace sévèrement sa survie, sa nature et sa forme qui ont façonné la vie quotidienne de l'être humain depuis l'aube de la vie. En raison de ce défi, plusieurs affirmations liées à la nature de la coexistence humaine ont été réfutées, dont la première concerne la citation d'Aristote qui déclare que « l'homme est un être sociale », et selon laquelle c'était bizarre d'imaginer une personne vivant isolée ou socialement exclue.

La propagation de la pandémie de coronavirus a brisé tous ces concepts tenus pour acquis, obligeant, par conséquent, la personne à contredire sa nature sociale puisque l'isolement et l'exclusion sociale sont devenus, sous les circonstances épidémiologiques, une condition préalable pour protéger sa propre vie. De même, la pandémie a brisé les fondements de la mondialisation et la pensée de transformer le monde en un seul village planétaire. Elle a fait abandonner l'idée fondamentale que les que les frictions culturelles et le mélange social étaient une condition pour rattraper le convoi de la renaissance.

La préservation de l'humanité, actuellement, nécessite indispensablement la distanciation physique entre les sociétés et les individus, puisqu'ils devraient renoncer au préalable à leur existence et s'abstenir d'être sociable. En effet, la Pandémie a étendu les frontières, creusé les écarts et construit des murs entre les nations et les peuples, mettant fin à tous les liens sociaux et faisant taire tout. Elle semble qu''elle est un message de Dieu à l'humanité l'ordonnant de rénover la structure du système de l'action humain, qui s'était détériorée et corrompue par des années de perte de valeur, et c'est peut-être maintenant le seul temps qui reste pour reconstruction.

Non seulement tous les signes de rapprochement d'affinité nés dans les coutumes et traditions humaines et qui sont étroitement liés à l'interaction sociale et à la communication, telles que les salutations, les poignées de main, les câlins et les tapes dans la main et ainsi de suite, ont été évité et mal vus, mais aussi les affaires, les activités commerciales, les projets, les plans, les voyages, le transport, l'importation et l'exportation, etc. ont tous été suspendus, arrêtés ou au moins écourtés. En d'autres termes, le potentiel et la réalité des objectifs, des ambitions et des inspirations du millénaire ont été remis en question par la Pandémie, qui a dévoilé les dysfonctionnements de la plupart, sinon de tous, des régimes internationaux. Le public a été convaincu que les aspects de développement et de progrès, dont se vantent plusieurs pays, ont été que des paroles sans actions.

Dans ce contexte, un récent rapport, publié par l'ONU, a mis l'accent sur les effets de ladite Pandémie sur les 17 objectifs de développement durable, expliquant comment cette ce désastre peut amener l'ONU à refaçonner ses objectifs et priorités suite à la Pandémie, pour laquelle il n'existe aucun indicateur fiable pour anticiper une fin prochaine ou une estimation totale de ses pertes matérielles et humaines attendues. Le rapport a conclu que la Pandémie a entravé la production alimentaire et la distribution de fournitures. Elle a empêché également un large éventail de groupes humains d'accéder à l'eau potable, le privant même de se laver les mains correctement. Selon les statistiques de l'OMS, il existe 3 milliards de personnes autour du monde qui ne pourraient pas avoir accès à des moyens indispensables pour se laver les mains chez eux. C'est probablement la raison qui a rendu ces groupes plus vulnérables à la Pandémie.

A cet égard, le rapport a également révélé que les habitants des bidonvilles sont plus susceptibles d'être infectés par le virus en raison du fait que les bidonvilles sont les zones les plus surpeuplées qui manquent cruellement de matériels d'hygiène et de désinfection. En outre, la Pandémie a empêché les systèmes de santé de la plupart des pays d'accueillir toutes les personnes infectées par le virus et leur fournir les services de soins, sans parler de son impact désastreux sur le personnel médical lui-même.

Quant à l'éducation, ledit rapport indique que près de 1,25 milliard d'apprenants, soit 72,9% du total des élèves enregistrés dans le monde, ont été touchés par la Pandémie jusqu'en mars dernier, forçant la fermeture d'un grand nombre d'école et exhortant plusieurs gouvernements à adopter l'enseignement à distance, ce qui a été jugé par plusieurs experts insuffisant et inaccessible pour la plupart des élèves. En effet, la Pandémie a causé, selon le même rapport, une violation du principe d'égalité des sexes, privant les femmes d'une grande partie de leurs revenus, en plus d'augmentation de taux de violence à leur égard. Tenant compte que les femmes représentent le segment le plus important des professionnels de la santé et des services sociaux, elles sont à nouveau plus vulnérables à l'infection.

En ce qui concerne les environnements de travail et la croissance économique, l'OIT a prévu que près de 25 millions de personnes perdront leur emploi en raison de la crise économique et du travail causée par la Pandémie. Elle a averti que les personnes avec contrats de travail temporaires ne peuvent pas accéder à la protection sociale nécessaire en temps de crise. Elle a également appelé les gouvernements à œuvrer pour qu'au moins un niveau de sécurité social soit garanti au profit de leurs citoyens et des niveaux de protection adéquats soient assurés progressivement pour autant de personnes que possible, et dès que possible.

Les pertes économiques que les pays sont susceptibles de subir en raison de la propagation de coronavirus constituent une autre grande question soulignée par le rapport, et qui sont dues à la perturbation ou l'arrêt de plusieurs activités économiques, en plus de la réduction du temps de travail et le nombre de travailleurs, entraînant ainsi et à terme une baisse du niveau de revenu et une augmentation du taux de chômage. Le fait que plusieurs familles et communautés vivent en dessous du seuil de pauvreté en font les groupes les plus vulnérables qui paient généralement un lourd tribut en cas de crise.

Le seul aspect positif de cette situation est peut-être que la propagation de coronavirus, comme l'indique le rapport, a incité l'ONU à lancer un appel mondial urgent pour établir un cessez-le-feu dans le monde entier. Elle a également appelé les pays du monde à unir leurs forces pour combattre la Pandémie, soulignant que sa propagation à grande échelle a alimenté les guerres, et qu'il était grand temps que le conflit armé s'arrête et que les régimes se concentrent sur la vraie bataille pour sauver la vie des peuples. Les personnes les plus susceptibles de subir les pertes dévastatrices du virus sont les résidents de sociétés en proie aux conflits.

Malgré l'opposition croissante à la mondialisation provoquée par la Pandémie et le mépris du gouvernement des activités et des programmes d'amélioration du climat, en plus des efforts de la coopération internationale consacrés uniquement à la santé publique, la baisse des taux de production et la diminution des transports et des déplacements ont accidentellement affecté une baisse des taux de pollution de l'environnement. En conclusion, le rapport indique clairement que la plupart des efforts déployés par les gouvernements autour du monde pour faire face à la Pandémie revêtent un aspect défensif et ne peuvent pas atteindre les résultats escomptés. Non seulement par la défense nous gagnons la bataille, mais surtout par l'offensive pouvons-nous vaincre cet ennemi malveillant. Par conséquent, nous devons engager l'ennemi viral avec des tactiques agressives pour le cibler clairement.

La Pandémie et la crise du rôle social de l'Etat

Bien que les répercussions de la propagation de coronavirus ne sont pas encore terminés, les chercheurs et les personnes intéressés au développement dans la plupart des pays du monde sont allés au-delà de ces conséquences, et ont commencé à aborder l'avenir du développement après la fin non encore déterminée de cette pandémie. Soulever un tel développement, en tenant compte l'augmentation constante des taux d'infection, est une pure absurdité.

Etant donné que la Pandémie a généralement interrompu tous les plans stratégiques de la plupart des institutions, des sociétés et des mêmes des individus, le seul plan rationnel à adopter, alors que le virus continue à se répandre et les taux d'infection et de décès augmente sans précédent, consiste à prendre des mesures pour endiguer l'infection. On ne peut pas, par conséquent, fermer nos yeux sur ces répercussions ou cesser de les aborder et les traiter. La Pandémie a ôté la vie d'un grand nombre de victimes, notamment les femmes, les personnes âgées, et aussi la classe ouvrière ne faisant pas partie de la fonction publique.

Le fait que la Pandémie a mis en exergue les déficits des systèmes de santé dans plusieurs pays du monde dans distinction entre les riches et les pauvres nous fait constater que les services de santé et de couverture sociale ne ciblent que les classes ouvrières et uniquement jusqu'à l'âge de la retraite, négligeant les groupes de chômeurs et ceux en âge de travail, dont les femmes constituent naturellement une grande partie. Seuls les travailleurs du secteur économique officiel peuvent bénéficier de ces services, sans couverture pour le secteur économique marginal ou non officiel.

Bien que le virus ne distingue pas les personnes sur la base de leur richesse, le niveau de revenu est mesuré par les mécanismes d'adaptation disponible puisque les travailleurs à faible revenu de disposent pas d'outils de travail à distance, et ne touchent pas leur rémunération en cas d'absence du travail. Avec la poursuite du confinement à domicile et l'entrée en récession des économies, les segments les plus pauvres de la société, qui constituent la majorité des citoyens, seront injustement touchés. Les personnes avec des contrats de travail temporaires seront incapables de faire face aux répercussions de cette situation. Cependant, nous ne semblons pas avoir de plan solide sur la façon de minimiser les dommages économiques et sociaux causés par cette pandémie. Ce n'est pas le cas en Egypte uniquement. Je crois que l'absence d'un plan efficace pour des soins de santé et une protection équitables est sans aucun doute devenue un problème mondial.

Dans ce contexte, force est de constater que les enjeux du travail temporaire dans toutes ses formes, qu'il soit saisonnier, quotidien ou salarié, soient nombreux. Ceux qui souffrent de conditions de vie difficiles, d'un coût exorbitant d'accès aux services de santé, d'une dépendance à l'aide ou au salaire journalier, d'un manque de protection juridique, d'une couverture nationale de prêt ou d'assurance, et de privation d'éducation sont en outre confrontés, avec le monde entier, au défi de la pandémie mondiale émergente. Étant donné que ces travailleurs font partie des groupes fragiles les plus touchés par l'absence d'un système de santé juste. En outre, les soins de santé sont devenus une exigence non seulement éthique mais aussi politique, en tant que première priorité et seule garantie de stabilité dans les domaines sociaux, économiques et politiques.

Ladite Pandémie a mis en évidence la nécessité d'investir dans les infrastructures et les systèmes de santé afin de répondre positivement aux besoins émergents et de faire face aux épidémies mondialisées, en restaurant le rôle social de l'État représenté dans la protection de la sécurité sanitaire, ainsi que le rôle central du secteur de la santé publique, notamment en raison de son exhaustivité et des obstacles financiers limités à l'obtention de ses services par rapport au secteur privé.

Compte tenu de la multiplicité et de la complexité des impacts de ce virus maudit, la réflexion ne doit pas se cantonner à la position défensive, mais on doit réfléchir sérieusement à la manière de transformer cette pandémie en une opportunité supplémentaire de développement, et une atmosphère propice à l'intégrité et à la solidarité. Parmi tous les secteurs de l'État qui n'ont pas d'autre alternative que de soutenir et d'investir dans le développement de la santé, d'une manière qui sert la réalisation des objectifs de couverture universelle avec des systèmes de santé équitables, en « recherchant le noble objectif de la santé pour tous ».

Par conséquent, nous devrions maintenant convenir que les établissements de santé rentables, quelle que soit leur taille et leur diversité, ne constituent pas des systèmes équitables et resteront à jamais des entreprises concurrentes, dont le produit numéro un est la santé humaine. Par conséquent, on ne peut lutter contre cette pandémie qu'en éliminant le phénomène de « marchandisation de la santé humaine ». Cela nécessite un réel changement de mentalité des personnes chargées de concevoir les politiques de santé, mais là encore cela ne sera possible qu'en fixant une politique globale qui exalte la valeur de la santé, et rejette catégoriquement la marchandisation de la santé humaine.

La Pandémie et les formes traditionnelles de la protection sociale

La Pandémie de coronavirus a constitué un test pour évaluer les formes traditionnelles de protection sociale. Aujourd'hui, les politiques sociales mondiales sont à la croisée des chemins, car les programmes d'aide traditionnels n'ont pas réussi à protéger les personnes plus vulnérables et les plus pauvres des risques économiques, ce qui a incité les principales institutions économiques et de développement du monde entier à évoquer le concept de « revenu de base universel », qui vise à fournir un revenu stable à tous les citoyens sans exception, afin qu'ils puissent répondre à leurs besoins fondamentaux, et ce dans le but de réduire les inégalités entre les personnes, tout en privilégiant la protection des groupes les plus à risque, tels que les travailleurs indépendants, les personnes âgées et les chômeurs. Le revenu universel de base (RBI) est un montant fixe fourni par l'État à tous ses citoyens, sans exception, quels que soient leurs revenus ou leur situation professionnelle. À cet égard, il existe plusieurs propositions de mise en œuvre. Alors que certains voient que l'État devrait débourser ces sommes sur une base hebdomadaire ou mensuelle, il y a ceux qui envisagent de donner au citoyen le plein montant dès qu'il atteint l'âge de 18 ans.

Le montant varie d'un pays à l'autre, mais la constante est que le montant est autant que les besoins de base moyens de l'individu dans un pays particulier. Ce système a été désigné par plusieurs termes, dont le revenu de base inconditionnel, le revenu du citoyen et le système d'assurance de base. Bien que ce système puisse sembler quelque peu socialiste, il est étrange que

la plupart de la classe capitaliste le soutienne ! Alors que certains voient la nécessité de mettre en œuvre le système afin de redistribuer la richesse et de rétablir l'équilibre perdu, et qu'il s'agit d'un bon terrain pour atteindre la sécurité économique, qui accorde aux gens la possibilité de poursuivre leurs études, leur formation et leur planification pour l'avenir ; il y a ceux qui pensent que payer les gens sans travailler les amène à perdre la motivation d'avoir un emploi.

Concernant la situation en Egypte, le Fonds monétaire international a fait un calcul pour l'application du revenu de base universel, dans lequel il a présenté trois scénarios pour réduire la pauvreté, le revenu de base fixe ou universel étant le résultat final. Bien que le montant financier décidé pour le revenu de base proposé dans les trois scénarios soit faible et que le coût de son octroi pour les citoyens ne soit pas élevé, il contribue néanmoins, et considérablement, à réduire les taux de pauvreté, sachant que l'application d'un tel régime de revenu de base universel ne constitue un substitut aux autres programmes de protection sociale, mais plutôt un complément à ceux-ci.

Dans le premier scénario, l'État accorde à tous les citoyens une somme forfaitaire de 725 livres égyptiennes par an. Le coût de ce scénario ne dépasse pas 3,5 % du produit intérieur brut (PIB). Malgré son faible montant, il contribue à réduire le taux de pauvreté de 4,1%, et contribue également à réduire les inégalités de 6 points sur la base du coefficient de Gini. Alors que dans le deuxième scénario, le même montant est destiné aux groupes d'enfants âgés de moins de 17 ans. Habituellement, cette option contribue à réduire le taux de pauvreté de 5,6%, et son coût ne dépasse pas 1,3% du PIB. Dans le troisième scénario, l'aide ou le revenu de base est destiné aux enfants et aux personnes âgées de plus de 65 ans. Le coût de ce scénario est de 1,5% du PIB. Cette option contribue à réduire le taux de pauvreté de 6,1%. Apparemment, le revenu universel de base peut être appliqué progressivement entre les différents groupes de population, ainsi qu'entre différentes zones géographiques.

Il est vraisemblable que tous ces scénarios nous poussent à élaborer une stratégie originale et à reconsidérer les programmes de protection sociale traditionnels qui s'articules sur un soutien en espèces conditionnel ou inconditionnel, sachant ces programmes ne réduisent pas réellement la pauvreté ; mais plutôt, leur rôle se limite à maintenir la survie des pauvres, et soulignant également que continuer à fournir une aide en espèces pendant une période supérieure à trois ans est un indicateur négatif, ce qui confirme l'insuffisance des programmes de protection sociale pour débarrasser les pauvres de la pauvreté . La véritable confrontation avec la pauvreté réside dans l'établissement d'une culture du travail et de la production et dans l'orientation de tous les moyens vers cet objectif, ce qui peut se produire en remplaçant les programmes de soutien en espèces par ceux qui fournissent les moyens et les outils de production aux pauvres.

Le modèle égyptien de réforme et de développement contemporains a réussi à transcender les difficultés traditionnelles anti-réforme, dont la plus importante est l'incapacité de multiples catégories humaines et modes de production à suivre le rythme des politiques de réforme. Cela conduit à des taux élevés de marginalisation, de pauvreté et de vulnérabilité, qui ont souvent poussé les pays à se retirer progressivement de l'idée d'une réforme complète par crainte de soulèvements populaires massifs qui pourraient saper tous les retours de la réforme. Cependant, la particularité du programme

de réforme égyptien réside dans son intégration dans un plan global de développement durable, d'une durée de plus de 15 ans, de 2015 à 2030.

Avant que l'Égypte n'entame les premières étapes de la réforme, représentées par le flottement de la livre ou la libéralisation du taux de change en novembre 2016, le gouvernement avait adopté, en 2015, un ambitieux programme national de protection sociale. Il a confié sa mise en œuvre au Ministère de la Solidarité Sociale dans le dessein de fournir une aide en espèces aux familles désespérées. Ce programme (Solidarité et Dignité) a ensuite été transformé en un programme de soutien en espèces conditionnel. Il n'y a pas d'aide aux analphabètes, pas d'aide au décrochage scolaire, pas d'aide au manque de soins, et par conséquent pas d'aide aux filles en mariage précoce, dernière condition pour obtenir une aide en espèces du Ministère de la Solidarité fixée par Mme. Nevin Al-Kabbaj au premier semestre 2021. Le nombre de bénéficiaires de ce programme à ce jour a atteint 3,8 millions de familles, soit un total de 15 millions de bénéficiaires sur 29,7 millions de pauvres en Egypte, selon le dernier rapport de l'Agence centrale pour la mobilisation du public et statistiques.

Vers 2017, le gouvernement égyptien a commencé, grâce à un prêt de 12 milliards de dollars accordé par le Fonds monétaire international, à mettre en œuvre le programme de réforme économique, au cours duquel le taux de pauvreté a connu une augmentation remarquable de 27,8% en 2015 à 32,4% en 2018. Le Ministère de la Solidarité Sociale a annoncé que les politiques de soutien monétaire ainsi que le concept de dépendance totale vis-à-vis de l'État devaient être modifiés, puis les politiques du programme Solidarité et Dignité ont été modifiées pour encourager la production. À cette occasion, le Ministère a lancé le programme « Chance », qui garantit l'offre d'une opportunité d'emploi appropriée pour ceux qui peuvent bénéficier dudit programme comme alternative à l'aide en espèces. En conséquence, toutes les politiques du gouvernement égyptien sont passées d'un État-providence à un État développementiste, d'une manière qui a par la suite réduit le taux de pauvreté à 29,7% en 2020.

C'était au niveau des réformes sociales qui ont précédé et coïncidé avec la mise en œuvre du programme de réforme économique, mais l'État avait tendance à investir dans tout, même dans le désert. Par exemple, les politiques du logement se sont tournées vers l'investissement dans les zones désertiques pour résoudre la crise du logement en construisant plus de 20 communautés résidentielles et plus de 14 capitales administratives. 22 autres bâtiments publics sont en cours de construction dans les préfectures égyptiennes. Ainsi, le prix du mètre carré dans le désert est passé de 150 livres au plus à 14 000 livres au moins. Grâce à ces s politiques, les zones surpeuplées en Egypte ont été relativement dépeuplées et, en retour, le nombre de zones habitées a augmenté, tout en préservant la diversité humaine et culturelle à travers l'implantation de communautés touristiques, rurales, industrielles et bédouines.

L'Egypte a abandonné son rôle doux qui est limité à la fourniture de soins à ses enfants pauvres, et s'est puissamment tournée vers l'État développementiste qui ouvre des horizons plus larges à ses citoyens, les débarrassant du cercle vicieux de la pauvreté et les rendant des producteurs actifs dans leurs sociétés par opposition à les récepteurs de charité qu'ils étaient. En conséquence, seuls ceux qui étaient vraiment incapables de travailler et qui méritent un soutien reçoivent une aide des institutions de

l'État, et le soutien qu'ils reçoivent n'est plus une faveur ou une charité, mais plutôt un droit.

Alors que l'État est entré avec force sur le marché de la production et de l'industrie par son intérêt et sa concentration sur des projets nationaux géants et méga ainsi que d'autres domaines divers, s'appuyant principalement sur des modèles de production à main-d'œuvre intensive et comblant le déficit de la consommation intérieure, encourageant les exportations et réduisant taux, elle a confirmé qu'il bondissait à une vitesse sans précédent vers une Smart Republic et a ainsi assisté à une transformation numérique dans la plupart des secteurs (villes intelligentes, villages intelligents, écoles et universités intelligentes, etc.), une transformation dans laquelle l'État n'abandonne pas son rôle de soignant, mais compte en fait sur l'investissement dans les projets, les services et les personnes elles-mêmes.

Comment le gouvernement égyptien a-t-il fait face aux répercussions de la Pandémie ?

La communauté égyptienne, comme le reste des sociétés du monde, a été socialement, économiquement et sainement affectée par la Pandémie de Coronavirus. La seule différence était l'expérience de la réforme égyptienne, qui avait déjà commencé près de trois ans avant la Pandémie, et était toujours en cours. Alors que le programme de réformes économiques que l'Égypte avait lancé, à partir de 2015, commençait à porter ses fruits, il a en outre aidé à supporter les conséquences économiques et sociales de la crise de Covid-19, et a progressivement rétabli la stabilité économique.

Depuis le début de la Pandémie, le gouvernement a alloué un montant de 100 millions de livres pour atténuer les effets de la crise. La majeure partie de cette allocation a été concentrée sur le soutien aux secteurs du tourisme, de l'industrie et de l'agriculture, en réduisant le taux d'intérêt et en permettant des périodes de grâce plus longues pour rembourser les prêts. En plus de l'attention du gouvernement à l'élaboration de politiques sociales plus complètes et à long terme, telles que l'extension de la couverture d'assurance pour l'emploi irrégulier, une stratégie a été définie pour protéger et soutenir les employés temporaires par le biais d'un fonds d'aide d'urgence désigné à cet effet. L'Egypte a également enregistré des progrès remarquables en termes de poursuite des études dans les écoles et les universités pendant la première et la deuxième vague de la pandémie grâce aux progrès de la transformation numérique et de l'enseignement à distance.

Le cadre général défini par le gouvernement pour faire face à ladite crise comprenait le ciblage de mécanismes et de mesures flexibles temporaires capables de faire face aux évolutions et mises à jour potentielles de la situation aux niveaux économique et social tout au long des phases de la crise à court et moyen termes. En outre, le gouvernement a adopté le concept de sélection, en attribuant la part du lion de la protection et du soutien aux groupes les plus vulnérables et aux secteurs économiques les plus touchés, ainsi qu'en œuvrant pour renforcer le principe de transparence et de divulgation pour faire face à la crise à travers une communication continue avec le public, ainsi qu'annoncer clairement la taille et le développement des programmes de soutien pour les différentes institutions concernées, et faire connaître ce que le gouvernement a fait en ce qui concerne la prise de mesures proactives pour répondre aux besoins sanitaires et sociaux, et aussi soutenir directement les secteurs touchés par la crise, notant qu'il existe encore des risques pour les perspectives économiques, notamment

en raison de la deuxième vague de la Pandémie qui a accru l'incertitude quant au rythme de la reprise nationale et mondiale.

Ces mesures ont peut-être fait de l'Egypte l'un des pays en développement les moins touchés socialement ou économiquement par le Covid-19. Elle a réussi à maintenir ses taux de croissance économique et a pu se classer au deuxième rang en termes de croissance économique après la Chine en 2020, selon le rapport du Fonds monétaire international, qui indique que l'économie égyptienne est devenue capable de résister à tous les types d'adversités.

Conclusion:

Il est affligeant de voir le monde qui avait atteint la lune basculer et retomber rapidement. Il est aussi affligeant de voir que toutes les portes ont été fermées devant vous. Cependant, les portes du ciel sont toujours ouvertes. Peut-être que nos esprits nous ont attirés lorsque nous avons commencé à explorer l'univers et que nous pensions que nous allions quitter la terre pour trouver une autre maison sur Mars ou une autre planète, et peut-être que la terre en a eu marre de notre corruption et a amassé des catastrophes environnementales et a finalement décidé de nous jeter et donner vie à une nouvelle création qui la traite avec respect. Quelles que soient les justifications, et que l'on admette qu'il s'agit d'une furieuse catastrophe naturelle ou d'une troisième guerre mondiale biologique, force est de reconnaître que la douleur est la même dans tous les cas. Nous sommes tous perdants ici, personne n'est gagnant.

La crise émergente de Coronavirus a montré que les politiques néolibérales, menées depuis des décennies avec son injustice imposée contre les défavorisés et les restrictions abandonnées en faveur des privilégiés ainsi que la privatisation de secteurs publics vitaux, ne sont plus en mesure de nous protéger de cette Pandémie accablante. Puisque les personnes privées de soins de santé gratuits et de protection sociale sont apparemment les premières victimes de cette pandémie, les pauvres, les employés réguliers, les personnes sans abri et ceux marginalisés sont donc les plus défavorisés. Sur la base de ce que les dernières années ont vu, il y a eu une prise de conscience croissante de la nécessité d'une protection sociale solide, complète et universelle, comme le rapportent les Objectifs de Développement Durable de l'ONU et les socles de protection sociale de l'OIT. Bien que ces initiatives soient encore timides et se développent timidement, elles reflètent néanmoins une prise de conscience accrue et fournissent des systèmes efficaces de services sociaux, protégeant et immunisant les êtres humains contre les aléas de la nature dans toutes les régions du monde. Il est donc temps de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les recommandations pertinentes de la communauté internationale puissent être immédiatement mises en œuvre.

Reconnaissant le travail du Forum social mondial pour la santé et la sécurité sociale ainsi que son souci de fournir tous les moyens nécessaire pour soutenir les initiatives, et conscients de l'importance que nous devons tous travailler à l'adoption de politiques publiques alternatives qui donnent la priorité aux personnes et à l'environnement, toutes axées sur le développement le personnel, y compris ceux qui connaissent bien les politiques sociales, devraient s'accrocher à la demande d'adoption de politiques sociales alternatives aux politiques néolibérales brutales. Au vu de ce qui précède, outre mes propres convictions que nous menons une guerre à laquelle nous ne sommes pas parties et que nous ne faisons que récolter sa récolte

dévastatrice, la plupart des pays en voie de développement, y compris l'Egypte, sont des pays débiteurs ou des emprunteurs d'un géant économique international institutions et pays. Au milieu de ces circonstances, ces pays peuvent ne pas être en mesure de s'acquitter de leurs obligations ou intérêts de la dette. Il faut donc souligner la nécessité pour le système international de fournir un système de santé complet qui offre des soins de santé gratuits à tous sans exception et indépendamment de toute cause de discrimination fondée sur la nationalité ou la classe sociale. Il faut également préconiser la nécessité de lier, à la lumière de ces politiques alternatives, entre la garantie du droit aux soins et la fourniture de toutes les autres conditions de protection sociale. À cet égard, nous sommes tenus de considérer tous les droits sous l'égide de la protection sociale, tels que le droit à l'eau potable, à l'éducation gratuite, à une alimentation adéquate, à un logement décent, à un travail respectable, à un revenu équitable et à un environnement sain.

En conséquence, on exige l'établissement d'une charte internationale pour la protection sociale universelle, conscients que ce principe est un droit humain inhérent, basé sur le système des droits et libertés ainsi que sur la large solidarité mondiale imposée à la suite du plaidoyer de tels système. Par conséquent, il est impératif que les gouvernements du monde accélèrent l'annulation des dettes des pays pauvres, cessent les combats, lèvent toutes les formes de blocus ou de sanctions et résolvent pacifiquement les conflits d'une manière qui se reflète positivement sur la protection sociale.

De surcroît, les gouvernements devraient accélérer l'adoption du principe du désarmement nucléaire, chimique et biologique, en essayant de mettre fin aux conflits armés, en encourageant et en renforçant le travail productif, la recherche fondamentale, la recherche de nouveaux médicaments et vaccins, la préservation de la biodiversité, la conquête spatiale et mettre en place des budgets respectueux des droits de l'homme. Ces revendications ne seront pas réalisables sans que ces gouvernements cherchent à enraciner le principe de solidarité sociale entre les peuples dans leurs constitutions, et le principe de protection des services sociaux publics, notamment en termes de santé, d'éducation, d'eau, d'électricité, de carburants et de services Internet, etc.

Cet article est un appel urgent à la communauté internationale à s'unir pour faire face aux conséquences économiques et sociales du Coronavirus. Mon rêve est que ma voix atteigne les gouvernements, les administrations et les institutions du monde, sonnant l'alarme à ces fonctionnaires rationnels afin qu'ils lancent leur dernier appel pour nous sauver tous du fléau de cette guerre biologique insidieuse.

Les effets de la Pandémie de Covid-19 sur les personnes handicapées au Liban

Moussa Chrafeddine, Président de l'Association Darkington sur le Handicap (DAD) – Association des Amis des Personnes Handicapées

Les personnes handicapées au Liban représentent entre 10 et 15% de la population totale qui est estimés à 7 millions de personnes, totalisant environ 910.000 personnes.

Comme reconnu dans maintes régions du monde, les personnes handicapées au Liban font partie des groupes de population les plus exclus et les plus marginalisés. Ils sont confrontés à un manque systémique de dispositions en matière de droits, de ressources et de services et subissent une marginalisation, une exclusion et une violence généralisées à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Cela s'applique à tous les domaines de leur vie, y compris l'accès aux centres de soins de qualité.

L'économie libanaise étant pratiquement tombée en chute libre, les taux de pauvreté et de chômage ont atteint des niveaux records, avec des effets néfastes disproportionnés sur les personnes handicapées, parmi les autres groupes les plus vulnérables.

L'épidémie constante de la Pandémie de Covid-19, touchant actuellement le Liban, et les mesures jugées nécessaires pour la contenir ont entraîné une augmentation des difficultés économiques, notamment en ce qui concerne l'abordabilité et l'accessibilité des services de santé.

L'horrible explosion qui a secoué le port de Beyrouth le 4 août 2020 a causé d'énormes dommages physiques et a brisé la vie et les moyens de subsistance des personnes, non seulement à proximité immédiate de l'explosion, mais dans tout le territoire libanais. Les impacts négatifs, économiques et sociaux de l'explosion se feront sentir dans tout le pays.

Actuellement, il existe peu d'informations sur l'effet de l'explosion sur les personnes handicapées. Plusieurs personnes blessées risquent de développer un handicap si elles ne sont pas correctement diagnostiquées et prises en charge. Un grand nombre de personnes blessées ont submergé les hôpitaux et les centres de soins de santé primaires, dont beaucoup étaient déjà mis à rude épreuve et sont maintenant endommagés par l'explosion.

La Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées exige que les initiatives de préparation et de réponse aux catastrophes soient inclusives et accessibles aux personnes handicapées. Un environnement sans obstacle contribue à assurer une participation pleine et égale à la société pour tous, indépendamment de leur âge, leur sexe ou leurs capacités, dans la dignité et avec la plus grande indépendance possible. Les refuges de conception universelle bénéficient non seulement aux personnes handicapées, mais aussi aux autres personnes à mobilité réduite, telles que les personnes âgées, les femmes enceintes, les jeunes enfants ou les personnes temporairement handicapées. Par conséquent, ils profitent à des familles et à des communautés entières.

L'inclusion des principes de conception universelle et d'accessibilité dans les efforts de reconstruction et de rénovation après l'explosion contribue à un environnement sans obstacles et à une société inclusive : « Une société accessible aux personnes handicapées est une société accessible à tous ».

Appréciation du caractère urgent

Les hausses de prix liées à la crise économique, la dévaluation de la monnaie et les retombées économiques des mesures de confinement liées

au à la Pandémie entravent l'apport du soutien nécessaire aux personnes handicapées, privant un grand nombre d'entre elles (Libanais et réfugiés) des moyens de subsistance essentiels et les appareils fonctionnels dont ils ont besoin.

Le fait de ne pas fournir un tel équipement essentiel expose les personnes handicapées à de graves problèmes de santé et à des complications, telles que le développement d'infections potentiellement mortelles, ce qui nécessiterait des soins médicaux intensifs et coûteux qui s'ajouteraient au fardeau actuel des personnes handicapées et du gouvernement.

Conçue à l'origine quelques semaines avant l'explosion, cette initiative était destinée à couvrir le déficit du budget du Ministère des Affaires Sociales (6 milliards de livres libanaises par an), alloué dans le cadre du Programme Droits et Accès[1] pour fournir les dispositifs d'assistance et de maintien de la vie essentiels (technique de mobilité et matériel d'incontinence) aux personnes handicapées. Maintenant, avec le fardeau supplémentaire généré par l'explosion, la mise en œuvre de cette initiative est devenue plus urgente.

Plus d'activités au CIAS - Retenez la Date!

Conférence en ligne du CIAS

"Lutter contre l'insécurité alimentaire en Afrique : stratégies pour assurer une protection sociale adaptée aux enfants"

Jeudi, 9 septembre, 2021
8h00 ~ 11h30 (EST, heure de NY)
ICSW en coopération avec IASSW, UNICEF, FAO, KNCSW et UNED

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est l'une des questions clés parmi les priorités de développement de nombreux pays africains. L'insécurité alimentaire actuelle en Afrique est un défi énorme et complexe qui est étroitement lié au risque de malnutrition, aux soins de santé, à l'éducation, à la stabilité politique, à la pauvreté ainsi qu'aux priorités et aux orientations générales du développement national. Une meilleure compréhension de la nature multidimensionnelle du défi de l'insécurité alimentaire, en particulier de son impact complexe sur les enfants, peut faciliter les actions concertées et un meilleur ciblage des interventions des gouvernements nationaux, des organismes internationaux et des organisations de la société civile.

En abordant une série de questions spécifiques dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la protection sociale adaptée aux enfants en Afrique,

[1] Le Programme susmentionné est mis en œuvre dans les 8 préfectures du Liban. Il a accrédité 5 Organisations non-gouvernementales dans 8 centres pour fournir des aides techniques (fauteuils roulants, corsets de siège, etc.), des aides à l'incontinence (couches, sondes, etc.) et des aides à la prévention des escarres (matelas, coussins, etc.).

la conférence en ligne du CIAS fournira une perspective sur les domaines d'importance particulière, y compris le rôle des principaux acteurices et acteurs concerné·e·s et leurs interactions. Il y a deux grandes séries de questions à aborder. Premièrement : les questions conceptuelles et générales relatives à l'insécurité alimentaire en Afrique, l'analyse des vulnérabilités, les mesures visant à promouvoir une croissance inclusive, les efforts visant à renforcer la coopération avec les différentes parties prenantes et les stratégies visant à améliorer le développement des capacités. Deuxièmement : des études de cas nationales susceptibles d'illustrer l'évolution des approches des questions susmentionnées, les diverses dimensions de la situation existante et les meilleures pratiques nationales.

Le résultat attendu une meilleure compréhension de l'ensemble des questions politiques et des compromis dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la protection sociale adaptée aux enfants en Afrique. Celle-ci pourrait être utilisé par le CIAS et ses partenaires dans leur plaidoyer et leurs conseils politiques.

Plus d'informations :
Sergei Zelenev <szelenev@icsw.org>

Le contenu des Bulletins du CIAS peut être librement reproduit ou cité à condition de mentionner la source. Les points de vue ne représentent pas nécessairement les politiques du CIAS.

Rédacteur des Bulletins d'information du CIAS : **Antonio López Peláez,**
Directeur général, CIAS
alopez@icsw.org

CIAS - Conseil international de l'action sociale. Bureau numéro 34. Département de travail social, Faculté de droit, Université nationale d'enseignement à distance (UNED).
C/ Obispo Trejo 2, 28040
Madrid (Espagne).

Les propositions de contribution à la lettre d'information sont les

bienvenues !